

# Le centre d'interprétation

## Un produit touristique incontournable né d'une révolution muséale

Martin Drouin

Volume 21, numéro 2, été 2002

Patrimoines du XX<sup>e</sup> siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1072404ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1072404ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Drouin, M. (2002). Le centre d'interprétation : un produit touristique incontournable né d'une révolution muséale. *Téoros*, 21(2), 23–31.  
<https://doi.org/10.7202/1072404ar>



# Le centre d'interprétation

Un produit touristique incontournable né d'une révolution muséale

## Martin Drouin

La scène pourrait se passer quelque part sur le territoire québécois. Un touriste, intrigué à la vue d'un panneau routier, quitterait l'autoroute pour se diriger vers un nouveau centre d'interprétation dédié à... l'interprétation. Les concepteurs auraient décidé de créer un lieu consacré à sa genèse et à sa diffusion au Québec. Ils auraient été inspirés par la renommée de l'expertise développée ici, par la popularité de cette nouvelle forme muséale et par sa résonance dans le contexte culturel québécois. Le visiteur, une fois dans ce centre, pourrait vivre cette frénésie du XX<sup>e</sup> siècle pour la création et la diffusion de lieux affectés à la mise en scène du passé.

Dans son ouvrage *Interpreting Our Heritage*, qui allait devenir un classique du genre, Freeman Tilden (1994 : 245) notait : « *Les interprètes existent depuis les premières manifestations culturelles de l'homme* » ; l'originalité du XX<sup>e</sup> siècle aura été de créer des lieux spécialement dédiés à cette pratique. Le centre d'interprétation allait devenir ce lieu dans le lieu capable d'offrir une médiation, par le biais de l'interprétation, entre le visiteur et le lieu qu'il fréquente. C'est ainsi que notre touriste pourrait découvrir ce phénomène né d'une révolution muséale pour devenir une offre touristique incontournable.

L'Observatoire des musées québécois, lors de son dernier recensement, estimait à presque cinq cents le nombre d'institutions muséales au Québec, réparties entre musées, centres d'exposition et lieux d'interprétation (ces derniers en totalisent près

de la moitié<sup>1</sup>). Depuis sa diffusion au début des années 1970, le nombre de visiteurs n'a cessé de croître pour constituer une part importante de la fréquentation muséale au Québec. L'expertise développée par les Québécois, tel que l'affirmait en mars 2000 l'Association québécoise d'interprétation du patrimoine (2000) dans son mémoire soumis au Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel au Québec, « *obtien[drait] déjà une reconnaissance certaine sur le plan international [...]* », tant par ses réalisations au Québec que par l'exportation de son savoir-faire à l'étranger. Le travail des entreprises québécoises de muséologie et de muséographie en France et aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier, en témoigne éloquemment. Ce constat est particulièrement intéressant pour une institution d'à peine trente ans au Québec.

Loin d'être un phénomène isolé pertinent pour une histoire du développement des institutions muséales au Québec, l'émergence et le succès des centres d'interprétation donneraient des éclaircissements sur l'obsession croissante des communautés que le XX<sup>e</sup> siècle a connue en matière de sauvegarde et de mise en valeur des traces de son histoire. Ainsi, les moyens mis en place pour construire une offre intéressante et l'engouement pour ce type de produit s'inscriraient à l'enseigne d'une histoire du patrimoine et permettraient de pister l'attitude tant des producteurs de patrimoine que des consommateurs. L'étude de ce phénomène mettrait aussi en exergue les liens entre patrimoine et tourisme, chaque région misant désormais sur le rayonnement de ses nouveaux centres d'interprétation. Modestement, le présent article propose une radio-

scopie du centre d'interprétation au Québec, cherchant à cerner l'apparition du concept et sa diffusion au Québec à partir des années 1970. Il porte une attention particulière au patrimoine historique, forme la plus courante de l'interprétation au Québec.

## Une invention nord-américaine

Le centre d'interprétation prend ses racines dans les parcs naturels qui ont concentré les premières interventions d'envergure de sauvegarde du patrimoine en Amérique du Nord. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les grands espaces sauvages, symboles des « pays neufs », sont préservés contre les avancées de la colonisation dans l'ouest du continent. Les premiers parcs sont alors créés : Yellowstone (1872) aux États-Unis et Banff (1885) au Canada<sup>2</sup>. Leur protection légale était un premier pas vers leur conservation, mais encore fallait-il sensibiliser les utilisateurs. Cet effort s'est transformé en volonté d'« interpréter » la nature des grands parcs nationaux. John Muir s'exprimait comme suit à propos de la vallée Yosemite, offerte une dizaine d'années plus tôt à l'État de la Californie pour en faire un parc : « *I'll interpret the rocks, learn the language of flood, storm and the avalanche. I'll acquaint myself with the glaciers and wild gardens, and get as near the heart of the world as I can* » ; le Service des parcs nationaux étatsuniens atteste que cet auteur a été le premier à utiliser le terme interprétation<sup>3</sup>. Avec lui, une génération de précurseurs a permis à l'interprétation de se tailler une place dans les parcs nationaux ; Annette Viel (1998) écrit d'ailleurs à ce propos :



*Déjà, par les activités qu'ils offrent aux touristes désireux de s'évader des villes industrielles, les Catlin, Langford, Muir, Mills reconnaissent que l'éducation aux valeurs dont sont dépositaires ces lieux, doit se faire par une interprétation qui sache toucher le cœur tout autant que la raison. Les principes qu'ils définissent seront repris par le premier directeur des parcs américains, John Harkin, lorsqu'il énoncera la philosophie et les objectifs qui deviendront la pierre d'assise du volet éducatif associé au développement du réseau.*

Le patrimoine naturel devenait donc le tremplin qui permettrait le développement d'une nouvelle forme muséale. Une infrastructure d'accueil et un personnel formé avaient pour mission de faire comprendre et apprécier cette nature, qui servait de cadre aux premières interprétations *in situ*.

Dans l'est du continent américain, le patrimoine historique retient davantage l'attention et il allait permettre, par la suite, de transposer les acquis du Service des parcs nationaux dans d'autres lieux. Aux États-Unis, des sites reliés à la genèse du pays sont valorisés par des intérêts privés. D'abord inscrit, comme les parcs naturels, à l'enseigne de leur sauvegarde, le désir de partager un héritage commun incite à les mettre en valeur (Barthel, 1996 : 19). C'est ainsi qu'on protège des maisons historiques (ouverture en 1850 de la maison de Georges Washington à Mount Vernon) et des champs de bataille (première désignation en 1890 du parc militaire national de Chickamauga–Chattanooga) et qu'on construit aussi des villages historiques (ouverture au tournant des années 1930 de Greenfield Village et de Colonial Williamsburg). Ces sites historiques, qu'ils soient authentiques ou des créations, permettent de raconter l'histoire sur les lieux de son déroulement ou dans un décor, une ambiance, que la modernité avait ailleurs transformée. Sans se qualifier automatiquement de centre d'interprétation, ces sites en portent les germes par l'attraction du visiteur *in situ*, par l'exploitation d'une thématique (la vie de

Georges Washington, les batailles de Chickamauga et de Chattanooga, la vie à l'époque coloniale) et par la nouvelle façon de partager des connaissances historiques avec le grand public.

Le patrimoine naturel et le patrimoine historique commandent la formulation d'un discours qui permettrait d'exprimer toutes les significations du lieu pour les transmettre au non-spécialiste. La médiation orchestrée par les techniques d'interprétation permet de faire parler des lieux qui auraient pu difficilement le faire seuls. On espère ainsi, par l'explication du lieu (ou de la thématique), que le visiteur puisse en apprécier les richesses. La gestation du centre d'interprétation – et de l'interprétation elle-même – s'organise peu à peu au cours du XX<sup>e</sup> siècle pour transformer l'expérience muséale en une activité d'apprentissage, à la fois ludique et de sensibilisation. Le mouvement amorcé aux États-Unis s'étendra au monde anglo-saxon (Rivard, 1999).

### **Des États-Unis au Québec, en passant par le Canada**

L'intérêt pour la protection du patrimoine naturel et du patrimoine historique suit au Canada des repères chronologiques semblables à ceux de son voisin du Sud. Toutefois, ce n'est qu'avec l'intervention des gouvernements fédéral et provinciaux, au XX<sup>e</sup> siècle (la Commission des lieux et monuments historiques du Canada voit le jour en 1919 et la Commission des monuments historiques du Québec trois ans plus tard), que des gestes plus importants sont posés. Or, la protection de lieux canadiens ne signifie pas automatiquement la création de centres d'interprétations. C'est au début des années 1960 que l'interprétation fait son entrée au Canada et que ses pratiques y sont transposées. De grands projets de restauration se mettent en branle au sein du Service canadien des parcs. D'un côté, la restauration est prise en main par des ingénieurs, de l'autre, le nouveau directeur du Service des lieux historiques, Jack D. Herbert, constitue un groupe de réflexion qui se consacre à la mise en valeur des sites fédéraux protégés et s'ingénie à mettre en place une nouvelle politique privilégiant leur animation. Le chantier de Louisbourg

et son ouverture pour le centenaire de la Confédération permet, par exemple, d'introduire le concept de *living history*, mis en application la décennie précédente avec le Upper Canada Village (Taylor, 1990). L'apport de Herbert allait permettre la diffusion de l'interprétation au Québec dans les années 1970.

À la suite des recommandations de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (Commission Glassco), Parcs Canada décentralise ses opérations au début des années 1970, permettant ainsi au Québec (au côté de l'Ontario, de l'Est et de l'Ouest du Canada) d'avoir une meilleure emprise sur le territoire à mettre en valeur. La section québécoise, nouvellement créée, met alors sur pied, autour des sites historiques, le premier réseau québécois de centres d'interprétation<sup>4</sup>. Laurier Lacroix (1992 : 112) écrit, dans un article sur l'état des musées au Québec, que

*Des dizaines de chercheurs, conservateurs, archivistes, concepteurs d'exposition, architectes et animateurs ont été formés et ont mis leur talent en commun pour élaborer un produit muséal nouveau, le centre d'interprétation. En donnant au message, au parcours, à la scénographie, et au rapport direct avec le public une place prépondérante dans l'expérience du musée, en structurant et en organisant de façon plus rigoureuse les contenus d'exposition, le Service canadien des parcs faisait une brèche importante dans la muséologie didactique et interactive.*

À cette contribution qui allait transformer le visage de la muséologie québécoise, non sans certains questionnements, s'ajoute l'ouverture d'autres centres, soutenue par des intérêts privés ou par le gouvernement québécois. Ce dernier crée en 1972 le centre d'interprétation de la Place-Royale à Québec<sup>5</sup> ; le mouvement est ainsi lancé.

Au cours des années 1970, l'Association québécoise d'interprétation du patrimoine est aussi créée dans le but de regrouper les personnes intéressées par l'interprétation au Québec. Issu de l'Association des inter-



prètes canadiens, qui l'était elle-même de son pendant étatsunien, le regroupement québécois allait publier un bulletin de liaison et organiser des rencontres afin de discuter de la problématique de l'interprétation au Québec (Association québécoise d'interprétation du patrimoine, 1979 : 405 ; et Bisson et Dumas, 1987). C'est d'ailleurs sous son impulsion que l'Office de la langue française crée, au début des années 1980, un groupe de travail dans le but « de répertorier, d'organiser et d'uniformiser le matériel terminologique » de l'interprétation en langue française (Cayer et al., 1984 : 8). Le bulletin définit l'interprétation comme une

*méthode de sensibilisation qui consiste à traduire, pour un public en situation, le sens profond d'une réalité et ses liens cachés avec l'être humain en ayant recours à des moyens qui font d'abord appel à l'appréhension, c'est-à-dire qui mènent à une forme vécue et descriptive de la connaissance plutôt qu'une forme rigoureusement rationnelle* (Cayer et al., 1984 : 61).

Devant les pièges de circonscrire des pratiques nouvelles, l'ouvrage a l'avantage de s'aventurer sur le terrain glissant des définitions. Ainsi, il s'impose comme un outil fort utile aux intervenants et s'affirme encore aujourd'hui comme une référence souvent citée en la matière.

### Du temple à l'agora

L'influence nord-américaine des courants de l'interprétation, soufflant sur le Québec des années 1970, allait rencontrer les idées de la « nouvelle muséologie » européenne<sup>6</sup>. Ce mouvement aux origines diverses a, pour reprendre André Desvallées (1994), comme point commun une même volonté de faire « disparaître le fossé qu'avait mis le XIX<sup>e</sup> siècle entre le spectateur et l'objet muséalisé ». Il faut, pour certains, jeter à terre les « mausolées de la culture bourgeoise » et démocratiser la culture (Barbe, 1985 : 7) ; du temple réservé à l'élite, le musée doit devenir l'agora de tous les citoyens. Cette imagerie assez classique du musée poussiéreux, peu attrayant, aux valeurs éculées était véhiculée par les étu-

dants québécois de Guy Boulizon en 1963, mais une dizaine d'années plus tard, lors d'un même exercice avec ses étudiants, Boulizon constate un changement d'attitude. Sans faire référence aux questionnements de la muséologie étrangère, ils croient alors au renouvellement des pratiques d'ici (Boulizon, 1973). La critique du musée traditionnel n'a pas été uniquement l'apanage du centre d'interprétation, mais ce dernier a participé, à sa façon, à ce mouvement de contestation.

Cette influence européenne de la « nouvelle muséologie », bien que difficile à documenter, s'est vécue, entre autres, par des échanges entre le Québec et la France. À ce propos, il faut souligner la venue de Georges-Henri Rivière, le père de l'écomusée qui s'intéresse à la muséologie québécoise et publie son *Plaidoyer pour un musée d'histoire naturelle et humaine du Québec* en 1978. Il participe en outre à la série documentaire *Les musées au Québec : pour qui, pour quoi*, produite en 1979 par le Groupe de recherche en patrimoine, série qui exprime les interrogations posées à cette époque à l'institution muséale. Elle propose une sorte d'état de la question avec des titres comme *Le musée traditionnel*, *Le musée communautaire*, *Le musée scientifique*, *La culture des musées*, *La fonction éducative* et *L'interprétation*. Dans ce dernier, René Rivard, alors directeur du Service d'interprétation de Parcs Canada, voyait, dans la diffusion de cette nouvelle pratique au Québec, l'apport d'un Jack Herbert et l'influence de Georges Henri Rivière (Racicot, 1979).

Les réflexions sur la muséologie québécoise et l'apport du centre d'interprétation ont culminé en 1985 avec le congrès annuel de la Société des musées québécois. Le thème de l'atelier, « Les musées devraient-ils devenir des centres d'interprétation ? », laisse bien percevoir la place maintenant occupée par ces derniers dans le paysage québécois. Une partie des débats est publiée dans la revue *Musées*, relatant cet épisode, dont les interventions de René Rivard, conseiller en muséologie, de Guy Doré, alors directeur du Musée de la civilisation, et de Jean Trudel, conservateur en chef du Musée du Québec à cette époque (Rivard,

1985 ; Doré, 1985 ; Trudel, 1985 ; Lelièvre, 1985). Le centre d'interprétation est alors singularisé du musée par son rapport à l'objet ; le premier, ne désirant pas collectionner des objets, ne les utiliserait qu'au service du lieu à interpréter. Rivard dira que le centre d'interprétation privilégie « des expositions à 'message' plutôt que des expositions à 'objet', grâce à des activités participatives plutôt que des activités contemplatives ». Le centre d'interprétation se positionne ainsi par son mandat de sensibilisation du visiteur au patrimoine plutôt que par un mandat de conservation.

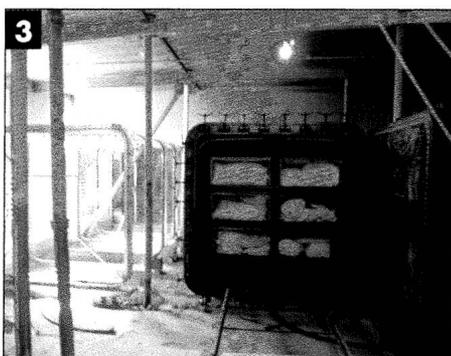
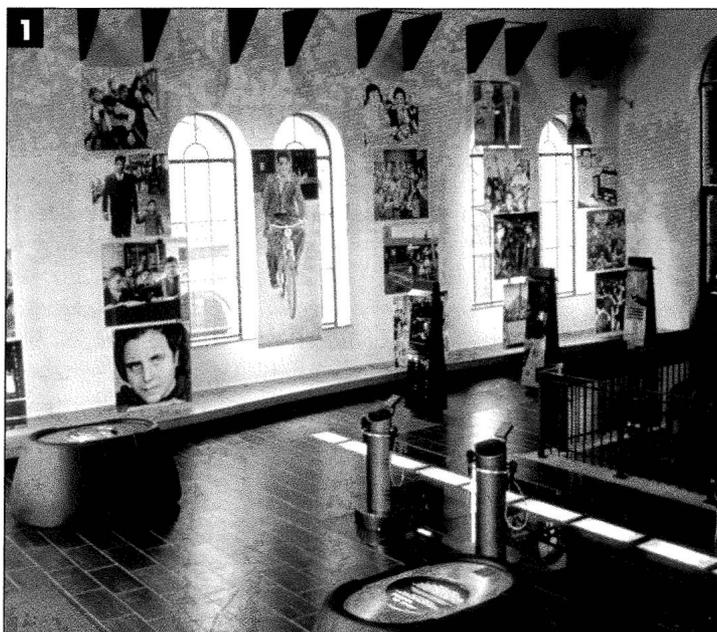
La question ne s'est pas réglée à ce moment-là et les musées ne sont pas devenus des centres d'interprétation ; toutefois, l'ouverture en 1988 du Musée de la civilisation et sa reconnaissance a prouvé qu'il était possible de posséder une riche collection et de flirter avec les principes de l'interprétation. Christine Tarpin (1998 : 189), dans sa thèse de doctorat dédiée à l'émergence de ce musée, écrit :

*Le Musée de la civilisation est en quelque sorte le résultat de l'engouement du Québec, dans les années 1970, pour les centres d'interprétation, renvoyant au patrimoine naturel et culturel et visant à rompre avec la vieille image du musée.*

En moins de vingt ans, le centre d'interprétation a acquis droit de cité au Québec. Il a, par sa rapide et incroyable multiplication, su faire participer les publics de toutes les régions du Québec. Il est devenu une réalité incontournable grâce, entre autres, à sa nouvelle façon de faire.

### De l'éclectisme à la thématique

Bien sûr, le patrimoine historique avait été protégé et mis en valeur au Québec avant les années 1970. L'Association québécoise d'interprétation du patrimoine cite le cas du moulin de Vincennes à Beaumont comme premier exemple de « centre d'interprétation » dans les années 1940. Toutefois, la mise en valeur des sites historiques était généralement minimale : elle facilitait l'accès physique au site et, à l'intérieur, quand il était possible, un musée présentait une collection d'objets anciens



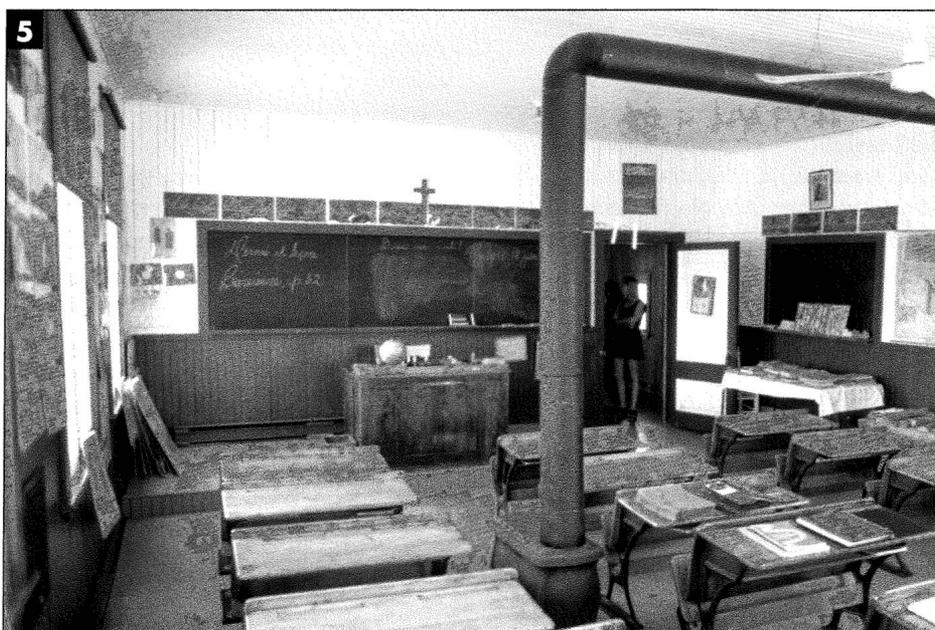
1. Le groupe DES Inc. a réalisé le « Musée de l'industrie » et l'« Espace 8 août 1956 » présentés sur l'ancien site du charbonnage du Bois-du-Cazier, à Marcinelle dans la région de Charleroi en Belgique. Photo : Martin Drouin.

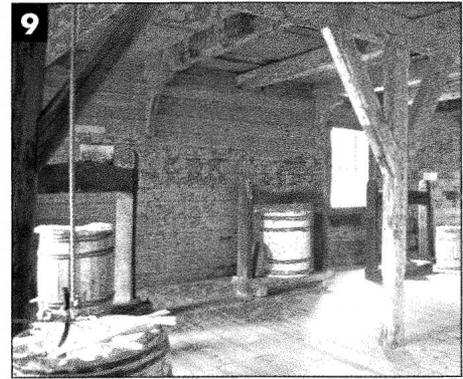
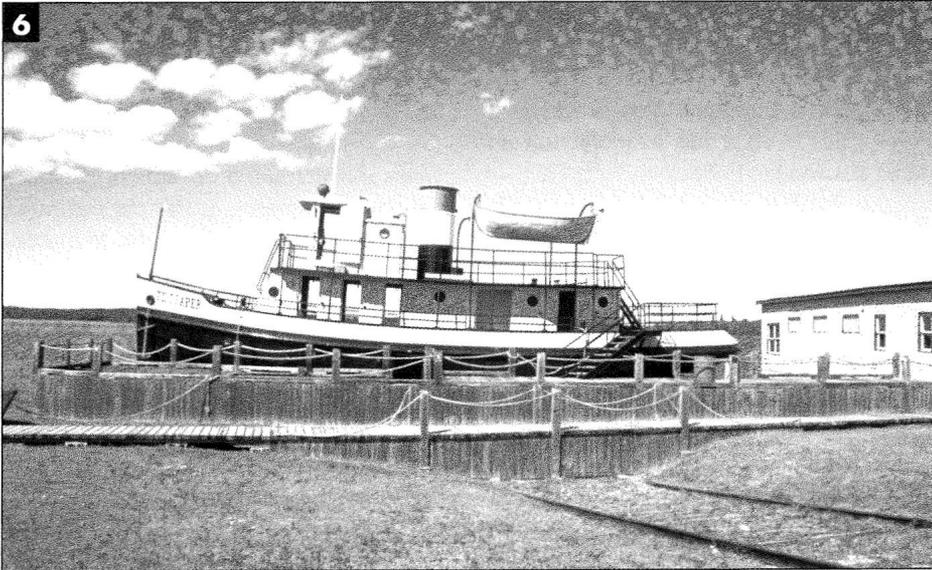
2. Le bureau d'étude Cultura et le groupe DES Inc. ont œuvré à l'interprétation du Haras national d'Hennebont où se déploie la thématique du cheval en Bretagne. Photo : Luc Noppen.

3. L.H.N. de la Grosse-Île-et-du-mémorial des Irlandais. Dernier-né du réseau de Parcs Canada au Québec, le site commémore l'arrivée des immigrants au Canada ; l'édifice de désinfection a été restauré pour la visite. Photo : Luc Noppen.

4. L'Association québécoise d'interprétation du patrimoine cite le Moulin de Vincennes comme le premier « centre d'interprétation » au Québec. Photo : Luc Noppen.

5. Ouverte en 1981, l'école de rang II d'Authier offre aux visiteurs la possibilité de suivre une classe d'antan ; le bâtiment est classé depuis 1982. Photo : Luc Noppen.





6. Depuis 1982, l'histoire du flottage du bois est présentée à Angliers (Abitibi) dans le remorqueur T.E.-Draper, reconnu bien historique en 1979. Photo : Luc Noppen.

7. Au cœur du parc national de Forillon, le Magasin Hyman propose de découvrir l'ambiance d'un magasin-général au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Photo : Luc Noppen.

8. L'histoire du Témiscamingue est racontée à la « Maison du colon », classé en 1978 à la demande la Société d'histoire de la région et ouvert en 1980. Photo : Luc Noppen.

9. Le Banc-de-Pêche-de-Paspébiac, classé site historique et ouvert aux visiteurs en 1981, explore la thématique de la pêche traditionnelle en Gaspésie. Photo : Luc Noppen.

10. Ouvert en 1995, le parc de l'aventure basque en Amérique permet le rayonnement de cette même culture à Trois-Pistoles, non loin de l'île aux Basques. Photo : Pierre Lahoud.



(Taylor, 1990 : 147). Or, les avancées de l'interprétation transforment cette façon de faire : d'abord, la mise en valeur du patrimoine par l'interprétation se donne comme objectif sous-jacent de placer le public au premier rang de ses priorités et de coller à la sémantique du lieu interprété. Les efforts déployés expriment le désir de se mettre au service du lieu et non l'inverse. Pour ce faire, l'interprétation doit s'organiser autour d'un message à communiquer, d'une histoire à raconter. Afin de remplir ces deux conditions de départ, tous les moyens muséographiques semblent légitimes pour favoriser une meilleure interprétation du lieu par le public. Suivant les principes d'interprétation, l'esprit du lieu doit imprégner les opérations de mise en valeur pour dépasser l'éclectisme des présentations par l'exploitation de thématiques.

L'interprétation a été largement popularisée et vulgarisée par l'ouvrage de Freeman Tilden, publié en 1957, *Interpreting Our Heritage*, ouvrage qui découlait d'une enquête menée par le journaliste étatsunien, à la demande de son gouvernement, sur l'interprétation dans les parcs nationaux. Pour Tilden qui tente de définir ce qu'il a vu, l'interprétation est « *une activité éducative qui veut dévoiler la signification des choses et leurs relations par l'utilisation des objets d'origine, l'expérience personnelle et des exemples plutôt que par la seule communication de renseignements concrets* » (Tilden, 1994 : 248-249). À cette définition, Tilden ajoute que la vraie interprétation doit « *dépass[er] l'apparence pour atteindre le réel, la partie pour le tout, une vérité pour une autre vérité plus péremptoire* ». Il demande aux guides de garder à l'esprit que leur interaction avec le visiteur doit permettre « [...] *la révélation de la vérité plus générale qui se cache derrière tout énoncé de fait* ». Plus simplement, il propose que « *l'interprétation, partant de la simple curiosité, [devrait] développer celle-ci pour enrichir l'esprit de l'homme* ». À ces préceptes, il ajoute six principes de base de l'interprétation : elle doit interpeller personnellement le visiteur ; elle doit permettre une révélation fondée sur l'information ; elle est un art ; elle doit chercher à provoquer plutôt qu'à instruire et à repousser les frontières de la cu-

riosité ; elle doit privilégier le tout plutôt que la partie ; enfin, elle doit se transformer selon les publics<sup>7</sup>. L'ouvrage de Tilden allait influencer l'interprétation au Québec ; Parcs Canada en a fait la traduction au début des années 1970.

La profondeur et le lyrisme de l'interprétation proposée par Tilden trouvent écho, explique Raymond Montpetit, dans l'expérience éducative et ludique que le Québec a connue avec la tenue de l'Exposition universelle de 1967<sup>8</sup>. En effet, « Terre des Hommes » avait proposé aux visiteurs des activités, organisées autour de parcours et de thématiques, utilisant la technologie la plus développée. Le Québec s'initiait au parc thématique. Bien loin d'une muséographie traditionnelle, Expo 67 démontrait qu'il était possible d'apprendre différemment. Ce que le musée ne pouvait faire, le centre d'interprétation allait tenter de l'offrir. C'est dans cette optique, par exemple, que le centre d'interprétation du lieu historique de la bataille de la Châteauguay ouvre en 1978. Sur les lieux d'un affrontement de la guerre de 1812, le centre d'interprétation tente par différents moyens (jeu d'échecs géant, film, maquette des opérations militaires, exposition classique et guide-interprète) de resituer l'événement et sa signification. Une expérience similaire est offerte au parc historique de la Pointe-du-Moulin, à partir de 1979 : un équipement moderne explique le site avant que le visiteur se rende à la maison du meunier et au moulin à vent. Les exemples pourraient ainsi se multiplier...

### Du bien culturel au produit touristique

Le nombre de centres d'interprétation connaît une augmentation sans cesse croissante au Québec depuis les années 1970. Au moment où la population commence à s'intéresser à la protection du patrimoine et que l'État investit massivement dans son identification et sa sauvegarde, le centre d'interprétation permet la sensibilisation des publics ; il offre surtout une nouvelle valeur d'usage à un équipement autrement obsolète. Il n'est donc pas étonnant que l'histoire ait affirmé dès les débuts son emprise parmi les thématiques exploitées. Le « bien culturel » – selon sa nou-

velle terminologie adoptée avec la loi de 1972 du même nom – se transforme en centre d'interprétation, qui devient lui-même un véritable produit touristique.

Dans son dernier recensement, l'Observatoire des musées québécois dénombre 389 institutions muséales, dont des musées, des centres d'exposition et des lieux d'interprétation ; de ce nombre, 207 sont qualifiées de centres d'interprétation. Tout en les classant ensuite par discipline (art, histoire, archéologie, sciences naturelles et environnementales, sciences et technologie)<sup>9</sup> et par région administrative<sup>10</sup>, l'Observatoire décrit succinctement chaque centre d'interprétation et donne sa date d'ouverture. Ces renseignements permettent de tracer quelques grandes lignes de la situation québécoise depuis les trente dernières années.

Même s'il est périlleux de vouloir retracer la genèse de l'interprétation à partir de ce recensement (plusieurs dates d'ouverture se confondent avec la construction du bâtiment qui héberge le centre d'interprétation<sup>11</sup>), la compilation des dates d'ouverture démontre clairement la multiplication rapide des centres d'interprétation. Les années 1970 voient 30 centres d'interprétation ouvrir leurs portes. Le mouvement prend de l'ampleur dans les années 1980 avec 70 centres d'interprétation qui s'ajoutent à la liste. La multiplication des centres d'interprétation dans ces années pousse Patrice Groulx à se demander s'ils n'avaient pas atteint un point de saturation (Groulx, 1992). Au contraire, la décennie suivante voit le nombre de leur création dépasser les prévisions ; il se chiffre en effet à 75 de 1990 à 1999. Douze centres d'interprétation ont déjà été ouverts ces trois dernières années (2000-2002)<sup>12</sup>. Même si ces chiffres ne peuvent renseigner sur l'ampleur et le déploiement de chacun des centres d'interprétation – ils ont en général été plus modestes au cours des dernières années à la suite du désengagement de l'État –, l'ampleur et la nouveauté du phénomène sont tout de même bien visibles.

Si l'interprétation est née dans les parcs naturels aux États-Unis, le Québec a affirmé sa préférence pour les thématiques liées à l'histoire. Elles ont été – et demeurent – le



lot d'une majorité de centres d'interprétation, même si les thématiques naturelles, environnementales et technologiques se sont frayé une place dans le paysage québécois ces dernières années<sup>13</sup>. Ainsi, l'engouement connu au Québec pour le patrimoine, dans les années 1970, est visible dans la diffusion de centres d'interprétation à saveur historique. Les gouvernements investissaient des sommes considérables dans la valorisation de la culture canadienne et québécoise ; les centres d'interprétation ne pouvaient, dans de telles conditions, que s'avérer un excellent moyen de diffusion (Groulx et Roy, 1995).

Au cours des trente dernières années, le patrimoine culturel a continué à poursuivre son expansion sémantique et a permis d'intégrer une gamme fort étendue d'objets « patrimonialisables ». On ne peut cependant croire que les centres d'interprétation des dernières années aient été créés à l'encontre des nouveaux « patrimoines ». Bien sûr, le patrimoine industriel a fait une percée dans les années 1980, délaissant les thèmes politiques, militaires ou ruraux de la décennie précédente. L'Écomusée des Deux-Rives à Salaberry-de-Valleyfield (1980) et le Centre d'exposition sur l'industrie des pâtes et papiers à Trois-Rivières (1988) ont, par exemple, mis le public en contact avec d'autres réalités. Toutefois, les centres d'interprétation demeurent très proches des patrimoines mis en valeur précédemment et des thématiques développées.

Jusqu'au milieu des années 1980, l'ouverture d'un centre d'interprétation a été, dans de nombreux cas, l'occasion de sauver des patrimoines de la destruction et de sensibiliser les publics à leur découverte. Il est vrai que les classements provinciaux ont diminué de manière drastique vers la fin des années 1980, laissant présager le désengagement de l'État dans la décennie suivante. L'exploitation de centres d'interprétation a permis le classement des bâtiments comme « biens culturels » par le gouvernement du Québec quelques années après leur ouverture. Il en est ainsi, par exemple, du moulin seigneurial de Pointe-du-Lac (ouvert en 1973 et classé en 1975), du vieux moulin de Sainte-Jeanne-d'Arc

(ouvert en 1974 et classé en 1977) ou encore de l'école du rang II d'Authier (ouverte en 1981 et classée en 1982). D'autres, plus nombreux, ont été ouverts et classés la même année ; pensons au moulin Légaré de Saint-Eustache (1975), à la maison Rodolphe-Duguay à Nicolet (1977), à la Cité de l'Or à Val-d'Or (1979) ou à la Grande Ferme de Saint-Joachim (1980). Enfin, des biens culturels classés se sont transformés en centres d'interprétation comme la Maison du colon à Ville-Marie (classée en 1973 et ouverte en 1980), la maison Lamontagne à Rimouski (classée en 1974 et ouverte en 1981) et le site de pêche Déry à Pont-Rouge (classé en 1984 et ouvert en 1986). Ainsi, leur transformation en centre d'interprétation ou leur classement ont permis d'assurer une nouvelle valeur d'usage aux bâtiments. Patrice Groulx a soulevé à ce chapitre une certaine « dépendance chronique » des centres d'interprétation envers le patrimoine historique (Groulx, 1992).

Dans le contexte où la multiplication des centres d'interprétation dans les années 1990 ne peut être rattachée à la sensibilisation aux nouvelles thématiques, elle devrait être liée à la recherche d'une spécificité et au développement d'une offre régionale. D'après le recensement de l'Observatoire des musées québécois, chaque région possède, depuis l'ouverture du Centre d'intérêt minier de Chibougamau en 1997, ses centres d'interprétation<sup>14</sup>. Lors d'un récent colloque, David Dupont (1997), comparant l'interprétation en Grande-Bretagne, en France et au Québec, singularisait les pratiques québécoises par la « recherche d'une identité nationale ». Il n'est donc pas étonnant de constater les liens entre les classements de biens culturels par l'État québécois et les centres d'interprétation. Lors de ce même colloque, le Musée de la civilisation se posait même comme « un acteur plutôt qu'un témoin de l'identité québécoise » (Simard, 1997). À l'échelle des régions, les centres d'interprétation tenteraient de jouer le même rôle. C'est ce qu'affirme, par exemple, le directeur général de la Pulperie de Chicoutimi qui place son institution « au service d'une identité régionale forte » (Jalbert, 1997). C'est ce que propose, dans

un autre registre, le Parc de l'aventure basque en Amérique à Trois-Pistoles.

La sauvegarde et la sensibilisation du patrimoine restent des objectifs centraux du développement des nouveaux centres d'interprétation, mais leur financement est de plus en plus accompagné par l'espoir d'attirer des touristes dans la région. Dans la Mauricie, par exemple, la requalification du patrimoine industriel de Shawinigan allait canaliser les efforts de la communauté en vue d'inscrire la région comme destination touristique. Benoît Gauthier (1997), coordonnateur de la muséologie et de la muséographie à la Cité de l'énergie, affirmait qu'outre la valorisation du patrimoine industriel, l'organisme « s'[était] donné comme mandat de servir de moteur dans le développement de l'industrie touristique [...] », en créant un pôle d'attraction régional. Tous les projets développés n'ont pas l'envergure de la Cité de l'énergie, qui est une des exceptions des années 1990. Néanmoins, la multiplication des centres d'interprétation et leur rayonnement dans toutes les régions du Québec au cours de cette décennie, marquée par le désengagement de l'État, allait être placée sous le signe d'une rentabilité économique que seule pouvait offrir une fréquentation assidue. Il suffit de jeter un coup d'œil aux guides touristiques régionaux publiés chaque printemps pour se convaincre de l'importance des centres d'interprétation comme produit touristique incontournable.

Invention nord-américaine, le centre d'interprétation s'est développé dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Suivant la filière linguistique et celle du Service des parcs nationaux, il s'est imposé au Québec dans les années 1970, au moment où la valorisation des identités canadiennes et québécoises favorisait l'injection de fonds importants dans la mise en valeur du patrimoine. Le Québec, relativement pauvre en matière d'infrastructures muséales, allait au même moment transformer ses approches muséologiques et muséographiques. Le centre d'interprétation s'inscrivait dans ce mouvement de renouvellement qui cherchait à transformer le temple muséal en agora de ses citoyens. Il se distin-

guait du musée par son rapport à l'objet, mais aussi par l'importance donnée à l'interaction (avec un guide ou des activités pédagogiques ludiques) et, surtout, par son arrimage au lieu dont l'interprétation devait en faire émerger le sens. L'approche thématique guidait l'interprétation afin de minimiser les dérives éclectiques. À cette enseigne, le centre d'interprétation offrait une nouvelle vie au bien culturel, découvert et valorisé par une population en recherche d'une image d'elle-même. Dans ces conditions, les thèmes historiques devenaient une richesse à exploiter. Né d'une révolution muséale, le centre d'interprétation s'imposait en l'espace de trois décennies comme un produit touristique incontournable.

À peine connus au début des années 1970, les centres d'interprétation couvrent maintenant toutes les régions du Québec. Certaines réalisations ont obtenu une reconnaissance étrangère comme, pour citer les plus connues, le Musée de la civilisation et le réseau des centres d'interprétation de Parcs Canada. Le premier colloque international sur l'interprétation du patrimoine, tenu à Auvers-sur-Oise en 1996, donnait la parole à nombre de ces artisans d'ici<sup>15</sup>. L'exemple québécois en muséologie et en interprétation du patrimoine sert maintenant de réflexion à certains<sup>16</sup>. Il est désormais possible de « visiter » le travail d'entreprises québécoises en muséologie et en muséographie à travers le monde<sup>17</sup>. Même si l'interprétation et les centres d'interprétation ne sont pas uniquement une réalité québécoise, le paysage de la muséologie québécoise s'est radicalement transformé depuis leurs premières apparitions et celui de la muséologie à l'étranger s'est quelque peu transformé. L'avenir dira s'ils poursuivront leur travail de sensibilisation et, comme le disait Freeman Tilden, de « provocation ».

**Martin Drouin** est doctorant du programme en études urbaines à l'UQAM où il poursuit des recherches sur les constructions patrimoniales. Il est chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'École des sciences de la gestion de la même université.

## Notes

- 1 Le site Internet de la Société des musées québécois recense 122 musées, 60 centres d'exposition et 207 lieux d'interprétation pour un total de 389 institutions muséales (Société des musées québécois, 2002). De son côté, le Portrait statistique des institutions muséales du Québec recense 173 musées, 89 centres d'exposition, 193 lieux d'interprétation et 21 économusées pour un total de 476 institutions muséales (Santère et Garon, 2000 : 9).
- 2 Au Québec, le gouvernement provincial légiférait en 1895 pour créer le Parc de la Montagne Tremblante. Le gouvernement canadien faisait de même avec le parc national de la Mauricie en 1970 (Bourdages, Bouchard et Trépanier, 1984 : 53).
- 3 Cité par Mackintosh, 1986.
- 4 Le réseau des lieux historiques nationaux comprend les sites de Coteau-du-Lac (1968), du fort Témiscamingue (1970), du parc Cartier-Brébeuf (1972), des forges du Saint-Maurice (1973), des fortifications de Québec (1975), de la bataille de la Châteauguay (1978), du parc de l'Artillerie (1978), du Commerce de la fourrure à Lachine (1979), du fort Numéro-Un-de-la-Pointe-de-Lévy (1980), de Louis S. Saint-Laurent (1982), du fort Chambly (1983), de la bataille de la Ristigouche (1985), de Sir Georges-Étienne Cartier (1985), du manoir Papineau (1985) et de la Grosse-Île et le Mémorial des Irlandais (1988). À cette liste, il faut ajouter le centre d'interprétation du Vieux-Port de Québec (1983) et ceux de cap des Rosiers, et de Grande-Grave du parc Forillon (1984) (Société des musées québécois, 2002 ; et Simard, Lapointe et Kirjan, 1994).
- 5 Le patrimoine québécois et son interprétation : un trait de nature et de culture, un fait d'humanité, Mémoire déposé au Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel au Québec, Québec, mars 2000. En ligne : [<http://www.politiquepatrimoine.org/html/memoires.html>], consulté le 3 juin 2002.
- 6 Annette Viel a commencé à développer cette problématique au laboratoire de recherche auquel elle est associée à l'Université de Bourgogne.
- 7 Encore récemment, ces principes étaient repris dans un nouveau guide dédié à l'interprétation (Viel, 1998).
- 8 Entrevue téléphonique accordée le 11 juin 2002.
- 9 Un même centre d'interprétation peut être classé dans deux disciplines.
- 10 Il s'agit des 17 régions administratives du Québec.
- 11 L'Observatoire des musées compte 19 centres d'interprétation ouverts avant 1969. Sept sites donnent comme date d'ouverture l'année de construction du bâtiment. Il en est ainsi, par exemple, de la maison Louis-Bertrand à L'Isle-Verte reconstruite à la suite d'un incendie en 1853 et dont le centre d'interprétation aurait été ouvert la même année.
- 12 En comparaison, l'Observatoire recensait 35 musées ouverts avant 1969, 24 de 1970 à 1979, 16 de 1980 à 1989, 4 de 2000 à 2002, pour un total de 108 musées (Société des musées québécois, 2002).
- 13 L'observatoire des musées recensait 160 centres d'interprétation liés à l'histoire, 37 aux sciences naturelles et environnementales, 32 aux sciences et technologie, 21 à l'archéologie et 16 à l'art. À noter que certains centres d'interprétation étaient classés dans deux catégories.
- 14 Parmi les régions, la Capitale nationale affirme son importance avec le double du nombre de centres d'interprétation de la Montérégie, qui arrive au second rang.
- 15 Les actes de ce colloque ont été publiés en 1997 dans un numéro hors-série de la revue : Les Cahiers espaces.
- 16 Voir, par exemple, Thomin, 1993 : 146-153.
- 17 À ce propos, le bureau d'études Cultura a publié (1994 : 6) un court article dédié à cette problématique.

## Bibliographie

L'auteur tient à remercier toutes les personnes qui l'ont aidé dans ses recherches pour cet article, en particulier M. Raymond Montpetit, professeur à l'UQAM, M. René Rivard, du groupe Cultura et Mme Annette Viel, professeure à l'Université de Bourgogne.

Association québécoise d'interprétation du patrimoine (2000), *Le patrimoine québécois et son interprétation : un trait de nature et de culture, un fait d'humanité*, Mémoire déposé au Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel au Québec, Québec, mars. En ligne : [http://www.politiquepatrimoine.org/html/memoires.html], consulté le 3 juin 2002.

Association québécoise d'interprétation du patrimoine (1979), *L'interprétation, tout un monde!*, s.n., s.l., p. 4-5.

Barbe, Jean-Marie (1985), « À propos des nouvelles muséologies », *Musées*, 8 (1), printemps.

Barthel, Diane (1996), *Historic Preservation: Collective Memory and Historical Identity*, New Brunswick (New Jersey), Rutgers University Press.

Bisson, Réal, et Michel Dumas (1987), *Recueil de conférences et d'ateliers relatifs à l'interprétation du patrimoine, 1978-1985*, Sainte-Foy, Association québécoise d'interprétation du patrimoine, 297 p.

Boulizon, Guy (1973), « Les musées du Québec », *Gazette, Quarterly of the Canadian Museums Association*, 8 (1), p. 9-15.

Bourdages, Jean-Luc, André Bouchard, et Marie-Odile Trépanier (1984), *Les parcs naturels du Canada et du Québec*, Montréal, Faculté des arts et des sciences, Institut de botanique.

Cayer, Micheline et al. (1984), « Interprétation du patrimoine », *Néologie en marche*, no 38-39, p. 8. Cultura, « La muséologie : un savoir-faire exportable ? », *Commerce international*, 2 (3), octobre-novembre 1994.

Desvallées, André (1994), « Présentation », dans *Vagues : une anthologie de la nouvelle muséologie*, vol. 1, Mâcon, éditions W – M.N.E.S., p. 15-39.

Doré, Guy (1985), « Muséologie et initiation : le défi du loisir et de l'information », *Musées*, 8 (2), été, p. 9-12.

Dupont, David (1997), « L'interprétation à l'usage des patrimoines et des musées : analyse comparée à partir des réalisations françaises, britanniques et québécoises », *Les cahiers espaces : Interprétation du patrimoine*, avril, p. 12-27.

Jalbert, Louis (1997), « Un musée au service d'une identité régionale forte. Le musée de site de la pulperie de Chicoutimi (Québec) », *Les ca-*

*hiers espaces : Interprétation du patrimoine*, avril, p. 117-123.

Gauthier, Benoît (1997) « Le patrimoine industriel comme outil de développement touristique : La Cité de l'énergie (Québec) », *Les cahiers espaces : Interprétation du patrimoine*, avril.

Groulx, Patrice (1992), *Une mémoire momifiée ? Problèmes et perspectives de l'interprétation de l'histoire dans les centres d'interprétation*, Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM.

Groulx, Patrice, et Alain Roy (1995), « Les lieux historiques de la région de Québec comme lieux d'expression identitaire, 1965-1985 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48 (4), printemps, p. 527-541.

Jalbert, Louis (1997), « Un musée au service d'une identité régionale forte. Le musée de site de la pulperie de Chicoutimi (Québec) », *Les cahiers espaces : Interprétation du patrimoine*, avril, p. 117-123.

Lacroix, Laurier (1992), « Les musées au Québec : vingt ans d'essor : vingt ans de misère ? », *Muse*, numéro spécial : L'état des musées au Canada, vol. X, no 2-3.

Lelièvre, Francine (1985), « Synthèse de l'atelier 'Les musées devraient-ils devenir des centres d'interprétation ?' », *Musées*, 8 (2), été, p. 28-30.

Association québécoise d'interprétation du patrimoine (2000), *Le patrimoine québécois et son interprétation : un trait de nature et de culture, un fait d'humanité*, Mémoire déposé au Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel au Québec, Québec, mars. En ligne : [http://www.politiquepatrimoine.org/html/memoires.html], consulté le 3 juin 2002.

Mackintosh, Barry (1986), « Interpretation in the National Park Service : A Historical Perspective », *The National Park Service*. Publication en ligne : [http://www.cr.nps.gov/history/online\_books/mackintosh2/], consulté le 29 juin 2002.

Racicot, Yves (réal.) (1979), *L'interprétation*, Prod, Groupe de recherche en patrimoine, Montréal, Presses de l'Université du Québec. Vidéocassette VHS, 57 min., son, noir et blanc.

Rivard, René (1999), « La nouvelle palette des musées », *Le courrier de l'UNESCO*, janvier. En ligne : [http://www.unesco.org/courier/1999\_01/fr/signes/intro.htm], consulté le 7 juin 2002.

René Rivard (1985), « Musées et centres d'interprétation : un constat de différences », *Musées*, 8 (2), été, p. 7-8.

Santère, Lise, et Rosaire Garon (2000), *Portrait statistique des institutions muséales du Québec 1998 : résultats d'enquête*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications.

Simard, Claire (1997), « Un acteur plutôt qu'un témoin de l'identité québécoise. Le Musée de la civilisation (Québec) », *Les cahiers espaces : Interprétation du patrimoine*, avril, p. 82-92.

Simard, Cyrille, André Lapointe, et Cornéliu Kirjan (1994), *Patrimoine muséologique au Québec : repères chronologiques*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 113 p.

Société des musées québécois (2002), *Musées à découvrir*. En ligne : [http://mad.smq.qc.ca/mad/guidemusees/musee/index.php], consulté le 4 juin 2002.

Tarpin, Christine (1988), *L'émergence du musée de la civilisation : contexte et création*, Québec, Musée de la civilisation, p. 189.

Taylor, C.J. (1990), *Negotiating the Past. The Making of Canada's National Historic Parks and Sites*, Montréal / Kingston, McGill-Queen's University Press.

Tilden, Freeman (1994), « L'interprétation du patrimoine », *Vagues : une anthologie de la nouvelle muséologie*, vol. 1, Mâcon, Éditions W – M.N.E.S.

Tilden, Freeman (1977) [3e éd. : 1957], *Interpreting Our Heritage*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 119 p.

Thomin, Jean-Paul (1993), « Muséographies, publics et financement : réflexions à partir de l'exemple québécois », *Publics et Musées*, no 3, juin, p. 146-153.

Trudel, Jean (1985), « Le principe du sablier », *Musées*, 8 (2), été, p. 12-14 et 27-28.

Viel, Annette (1998), « Note de lecture : Larry Beck and Ted Cable, *Interpretation for the 21st Century : Fifteen Guiding Principles for Interpreting Nature and Culture*, Sagamore Publishing, Champaign, Illinois, 1998 », *Lettre de l'OCIM*, no 75 (mai-juin 2001).